



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.46
29 juin 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU BUREAU DU COMITE DE BASE DE L'UNION DES
POPULATIONS DU CAMEROUN DE NDANGENG CONCERNANT LE CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Union des Populations du Cameroun (U.P.C.)

Comité de Base de Ndongeng (Okola)

No 006/P.P.C./N.
Objet: a/s Conseil-
ler Mbida André

Le Bureau du Comité de base de l'U.P.C. de
Ndangeng (Okola)

A Monsieur le Président de l'Assemblée
Territoriale du Cameroun
Yaoundé

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que M. le Conseiller Mbida André a tenu dimanche dernier, le 13 courant à la Mission Catholique Saint-Barthélémy à Mvaa, au sortir de la messe, un meeting public et sur la voie publique dont le thème peut se résumer ainsi :

"Electricités, électeurs, méfiez-vous des mouvements et des associations, car certains d'entre eux vous priveront des faveurs de la part de l'administration et vous feront perdre la qualité de chrétiens au yeux de l'Eglise."

Bien que l'orateur n'a voulu nommer ces mouvements et associations, l'U.P.C., en particulier, et cela dans la crainte de se faire huer par l'assistance qui d'ailleurs n'a plus cru devoir faire cas de ces déclarations en vidant le lieu parce que tout le monde retrouvait en cela les formules toutes faites que le gouvernement l'Eglise colonialistes mettent dans la bouche de leurs valets les plus fidèles.

Ce qui est plus grave encore, et c'est justement ce qui motive le mécontentement des électeurs, c'est le fait de voir un élu s'associer aux agissements des ennemis du progrès politique, économique, social et culturel d'un pays sous tutelle comme le nôtre, et cela au mépris de l'article 76 de la Charte des Nations Unies.

Monsieur le Conseiller Mbida André, bien placé pourtant pour cultiver la masse et surtout dans le sens de dire à ses électeurs quels sont leurs droits et libertés garantis par les textes que M. le Conseiller Mbida André connaît parfaitement bien, semble être malheureusement le "porte parole occasionnel" de nos ennemis communs que sont les colonialistes. De même que sur le plan international, le gouvernement et l'Eglise colonialistes du Cameroun, pour essayer de dénigrer l'U.P.C. envoie à l'O.N.U. les représentants de toutes les couches s'échelonnant des Députés au "Porte-parole occasionnel de l'Evolution Sociale Camerounaise", de même sur le plan local nous voyons journellement les Administrateurs des Colonies, leurs valets les chefs indigènes, les prêtres, hélas! et des élus avec d'autres hommes politiques dont la liste irait jusqu'à l'infini prononcer leur propre jugement et de ce fait annoncer leur chute certaine lorsqu'ils croient saboter l'Evolution du Mouvement National Camerounais.

C'est pourquoi Monsieur le Président, nous dénonçons hautement et fermement l'attitude et les déclarations de M. le Conseiller Mbida André et vous prions de lui dire que s'il ne change pas sa ligne de conduite il ne doit plus attendre de nous qui sommes pourtant ses électeurs une moindre confiance. Nous avions voulu dimanche dernier à l'issue de son meeting le lui signifier verbalement, mais il a manifesté le désir d'aller dîner avec les prêtres, ces prêtres qui ont refusé de la consacrer Abbé.

Dans l'espoir que vous prendrez en considération nos déclarations, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de l'Assemblée Territoriale, l'expression de nos sentiments distingués.

Ndangeng, le 14 juin 1954
Pour le Comité de Base de l'U.P.C. de Ndangeng

Le Secrétaire

(signé) ..illisible..

p. le Président et p.o.

Le Conseiller

(signé) .. illisible..

Secrétariat Général de l'O.N.U. pour information.

Pour toute correspondance concernant cette lettre s'adresser à M. Tagny M.
Hôpital Central à Yaoundé
(Cameroun sous administration française)
